



Rencontre au Ministère du 24 Juillet 2017

Déclaration préalable et discussion en présence d'Isabelle Bourhis, membre du cabinet du Ministre, et d'une représentante de la DGRH. Pour A&D son président, Walter CECCARONI, et deux vice-présidents Sylvie VINSARD et Gérard LENFANT.

Aux nouveaux responsables de l'Education Nationale, qui veulent bâtir « l'école de la confiance », nous sommes venus dire l'urgence de remettre debout cette institution sans laquelle l'humanité prendrait le chemin du déclin.

Depuis des décennies, l'enseignement est en crise, les relations entre les professeurs et leur administration se sont profondément détériorées, pour ne rien dire de l'indécence de leurs conditions matérielles qui soulève au moins deux questions : Quels enseignants veut-on ? Quelle école veut-on ?

Un système à bout de souffle

A&D ne pratique la langue de bois ni auprès des collègues, ni auprès des médias, ni auprès de l'équipe ministérielle. Notre constat, fondé sur la parole de nos collègues et les situations dont ils nous font part, est sans appel :

- augmentation sans précédent des « burn-out » et autres maladies professionnelles ;
- résignation et découragement des enseignants confrontés au mur de l'administration ;
- augmentation inquiétante des démissions ;
- manque d'attractivité du métier et difficultés de plus en plus grandes de recruter des enseignants très qualifiés ;

Les personnels de l'Education Nationale disent unanimement qu'ils ne sont pas écoutés, pas soutenus, pas respectés, mal payés, parfois stigmatisés et systématiquement utilisés comme des fusibles face aux élèves, aux parents et à l'administration elle-même. Or ce sont eux qui, quotidiennement, font face aux élèves et subissent ainsi de plein fouet les lâchetés et les reculs successifs de l'administration. Ce sont eux qu'on oblige à remonter sans cesse les notes, baisser les exigences, promouvoir de façon perverse l'auto-évaluation par le contrôle continu. Pour quels résultats ? La baisse généralisée du niveau des élèves ne fait hélas aucun doute et ne peut plus être dissimulée !

Changer radicalement d'orientation

Il n'est plus possible de continuer ainsi et de persister dans le déni. Plus possible d'accepter la dévaluation des examens dont l'institution est elle-même responsable en imposant des taux de réussite artificiellement élevés et déconnectés du niveau réel. Plus possible d'orienter en masse des élèves dans des filières supérieures où ils n'ont pas les moyens de réussir. Plus possible de soumettre l'accès à certaines filières à d'injustes tirages au sort qui ruinent les espérances des meilleurs élèves pour donner des places à ceux dont l'échec est déjà prévisible. Plus possible de nous décrédibiliser à ce point en délivrant des BAC PRO à des jeunes qui ne savent ni lire, ni écrire, ni réaliser le moindre travail !

Si les gouvernements successifs ont décidé de détruire définitivement l'Education Nationale, il suffit de continuer car nous sommes sur la bonne voie ! Mais ce n'est pas ce que veut la Nation, et il faut avoir le courage politique de le dire et de prendre les mesures de bon sens que la situation exige.

Rétablir le bon sens éducatif

Ce n'est pas aux parents, ni aux politiques, ni et encore moins aux médias qu'il faut se soumettre quitte à sacrifier des générations entières ! Il y a une nature des choses, en matière d'éducation aussi bien qu'ailleurs. Aucune éducation n'est possible si l'on bannit de l'école la discipline, le travail, l'exigence, le mérite, la sélection. Il est temps de retrouver la voie de la raison, car ce n'est pas d'argent que manque d'abord l'Education Nationale mais de simple bon sens.

Il faut commencer par dire que l'école ne garantit pas la réussite de tous, car la réussite est le fruit du travail de chacun. Les enseignants font réussir les élèves qui sont là pour travailler. Il n'est en revanche

pas tolérable que des enseignants puissent se faire insulter ou frapper et que, par-dessus le marché, on leur en fasse grief !

Le rétablissement de l'autorité est un préalable et une condition sine qua non. Il appartient à l'administration de la défendre quand elle est mise en cause.

Les élèves qui perturbent les cours et empêchent les autres d'étudier doivent être sanctionnés. La réponse des adultes doit être immédiate, claire, et ne donner lieu ni à d'interminables négociations ni à d'insensées réclamations.

L'autorité de l'enseignant est également collégiale : c'est celle de l'équipe, qui doit décider non seulement des sanctions mais aussi du passage au niveau supérieur. Il n'est pas acceptable, à moins de transformer les salles de cours en ingérables garderies et les écoles en antichambres de Pôle Emploi, de laisser passer des élèves qui n'ont pas les connaissances et compétences requises et dont on sait par avance qu'ils vont entraver la réussite de tous.

La réussite ne se mesure pas par des taux de passages ni même par des taux de réussite à des examens bidons, mais par les progrès que les enseignants font faire à leurs élèves, pourvu qu'on leur en assure les conditions. Nous exigeons que cesse la diffusion de statistiques et autres données totalement trompeuses qui servent en outre de base à de mauvaises décisions.

L'autorité des adultes doit être respectée par la hiérarchie, qui ne doit pas les évaluer comme s'ils devaient montrer patte blanche ou ne pas faire de vague. Les Recteurs doivent valoriser le travail des personnels, leur capacité à prendre en charge les vraies difficultés et non à les dénier en se composant de faux profils à coup de projets farfelus ou dérisoires par rapport aux problèmes structurels qu'il faut résoudre et donc commencer par poser clairement. Des élèves qui n'ont pas le niveau, des incivilités qui ne sont pas fermement sanctionnées à temps, tout cela engendre un climat permissif, principale cause de la lente dégradation des conditions de travail des personnels aussi bien que de la baisse de l'efficacité de l'enseignement public.

Nous demandons au Ministre qui veut bâtir l'école de la confiance de commencer par donner de claires instructions afin qu'on laisse les personnels et les professeurs travailler dans le respect de leurs compétences et de leur expertise.

Nous sommes en effet des cadres, sur lesquels il faut s'appuyer et qu'il faut traiter comme tels.

Il faudra bien, par ailleurs, envisager sérieusement une revalorisation des traitements et une augmentation significative des salaires en lieu et place du miroir aux alouettes nommé PPCR et qui aggrave notre condition sous couvert de l'améliorer.

Pour conclure, nous disons clairement au Ministre que « l'école de la confiance », simple slogan médiatique, ne doit pas faire oublier que l'école est avant tout celle des savoirs. Nous voulons que l'école redevienne une école des savoirs. C'est aussi, en réalité, ce que veulent les élèves. C'est aussi, au fond, ce que veulent les parents. C'est enfin ce dont la Nation a besoin.

Tout en découle, et l'alternative est claire : **école des savoirs ou simple garderie.**

Notre choix est fait. Il est fait depuis que nous avons choisi ce métier, qui est plus qu'un simple métier : une fonction, dont le régime républicain dépend, et une mission, dont la société ne peut se passer sans périr.

L'école est le lieu de la transmission du savoir. Cela repose sur la discipline. Dans tous les sens du mot et l'extension du concept : de la discipline du corps à la discipline des pensées en passant par celle de la langue, elles sont toutes liées ! Donc primauté aussi des disciplines et des enseignements disciplinaires sur les coûteuses heures de rien que sont EPI, TPE, EMC et autres « Vie de classe ».

L'administration doit surtout cesser de se prendre pour fin, alors qu'elle n'est que moyen. Elle n'est là que pour permettre au professeur de faire son travail. L'école n'est pas une entreprise, ni une garderie, ni un hôtel. L'essentiel y est l'enseignement, et la direction de l'école doit n'avoir pour boussole que les exigences de l'enseignement. Assurer l'ordre, la sécurité, l'intendance. Prendre systématiquement auprès des tiers la défense des professeurs quand ils sont mis en cause. Veiller à la sérénité des établissements et garantir aux équipes l'indispensable liberté pédagogique sans laquelle il n'y a plus d'enseignement.

A&D a décliné durant 2 heures, à partir de ces principes généraux, les sujets et les situations spécifiques qui concernent tous les corps de l'Education Nationale, des administratifs aux contractuels en passant par les agrégés et les personnels de direction.

La directrice de cabinet s'est exprimée pour nous assurer qu'elle partageait notre constat sur la plupart des sujets. Dont acte. Nous sommes un syndicat totalement libre d'expression et, à ce titre, nous continuerons à observer les mesures prises ou envisagées par le ministre ; quand elles nous conviendront et qu'elles iront dans le bon sens, nous les soutiendrons ; quand nous jugerons que des mesures aggravent encore notre situation, A&D s'y opposera avec la plus grande clarté dans son expression et la plus grande détermination en n'excluant aucun mode d'action.

Retrouvez sur notre site national le détail des problèmes soulevés par corps et les solutions que nous sommes souvent les seuls à proposer.

A&D veut être le syndicat des personnels, non l'organe d'une direction syndicale empêtrée dans sa propre bureaucratie et coupée de la base. Vous engager à nos côtés, c'est prendre de véritables responsabilités à tous les niveaux d'un syndicat de nouvelle génération, d'une organisation professionnelle au bénéfice de nos métiers et résolue à obtenir des résultats.

A&D est présent pour siéger au niveau national :

-Au **CCFP** = Conseil Commun de la Fonction Publique

-Au **CSFP** = Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'état, (recours disciplinaire)

-Au **CSE** = Conseil Supérieur de l'éducation.

-Au **CIAS** = Comité Interministériel Action Sociale.

Si vous partagez notre expression, nous vous invitons à nous rejoindre
pour partager cette réflexion nationale

Action et Démocratie

Secrétariat National
15-17 Rue Beccaria
75012 Paris
Tel : 06 81 89 55 55

<https://actionetdemocratie.com/>
adnational@actionetdemocratie.net
walter.democratie@gmail.com

